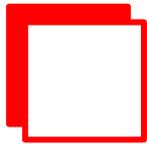


A CONTRE COURANT

SYNDICAL ET POLITIQUE

ISSN 0997 6922

N° 194 - 1,50 € - Mai 2008



Pour l'Emancipation Sociale!



Encore un effort, Monsieur le Président !

Monsieur le Président, à l'occasion de la fête du 1^{er} mai, au nom de tous les travailleurs de ce pays, et à quelques jours du 40^e anniversaire de mai-juin 1968 que vous affectionnez tant, nous tenons à vous adresser nos plus sincères félicitations pour l'œuvre que vous avez accomplie dans le cours de la première année de votre séjour élyséen. Et nous tenons par-dessus tout à vous encourager à poursuivre dans la voie dans laquelle vous vous êtes engagé. Car, de cette manière, vous nous apportez une aide précieuse, bien qu'à votre insu sans doute.

Par votre irréalisme tout d'abord, votre refus obstiné à considérer la réalité de la situation de notre pays et plus encore de notre planète. Ainsi maintenez-vous, comme tous vos collègues du G₈ au demeurant, le cap d'une politique néolibérale qui, à coup d'austérité salariale sans cesse accrue, ne peut que renforcer la spirale déflationniste dans laquelle les économies dominantes sont engagées et dont l'actuelle crise financière et bancaire n'est que le dernier symptôme en date. De même négligez-vous l'ampleur et la durée de la reprise de l'inflation qui s'attaque au pouvoir d'achat, déjà réduit par vos soins, des plus démunis – ce qui est en passe de faire de vous le Président de *la baisse* du pouvoir d'achat !

Par votre autisme ensuite, votre refus farouche d'entendre la sourde plainte et la grogne de plus en plus résolue qui montent du pays, et qui ont valu à bon nombre de vos partisans leur récente déculottée électorale. Encore n'est-ce rien en comparaison de ce qui se prépare : à coup sûr, une révolte de grande ampleur, peut-être même une révolution !

Par votre cynisme enfin ! Le cynisme avec lequel votre Premier ministre déclare que l'Etat est en faillite, alors que c'est vous-mêmes et votre prédécesseur (dont vous avez été vous-même ministre) qui en ont vidé les caisses à coup de réductions fiscales au profit de vos copains et coquins de nantis ! Le cynisme avec lequel vous reniez vos engagements antérieurs, par exemple en matière d'écologie, au point d'en indigner votre propre ministre en charge du dossier ! Le cynisme enfin avec lequel vous mentez en présentant toutes les mesures antisociales comme des progrès sociaux : les salariés du commerce vont ainsi avoir « *la liberté* » de travailler le dimanche et les chômeurs de plus de 57 ans et demi celle de continuer à chercher un emploi ! Le cynisme enfin avec lequel vous vous emparez de n'importe quelle cause dite humanitaire pour en faire autant d'arguments de propagande gouvernementale.

« *Les nations pourrissent comme les poissons, par la tête* » aurait dit un jour Mao Tsé Tong, lequel parlait en connaissance de cause. A ce compte, cela ne devrait pas tarder à sentir mauvais en France.



Nous publions un article tiré du site du MPS (Mouvement Pour le Socialisme) qui s'est constitué en 2002 et regroupe des militant-e-s actif-ve-s dans diverses régions de la Suisse et qui partagent la conviction que la société inégalitaire et oppressive dans laquelle nous vivons est inacceptable et qu'il faut la changer.

« Subprime »

Une crise du capitalisme des temps présents

Par Charles-André Udry

Le vendredi 22 février 2008, le directeur des écoles de Palm Beach, dans l'Etat de Floride, criait au scandale : la somme des intérêts dont il devait s'acquitter pour assurer le financement des écoles – qui comptent 170.000 élèves – a passé de 107.000 dollars en décembre 2007 à 220.000 dollars début 2008.

Les pochettes surprises

On est ici au milieu de ladite « crise du crédit immobilier *subprime* » : des prêts immobiliers consentis à des ménages à la « solvabilité fragile » comme l'écrivent les banquiers... aujourd'hui.

Le lien entre Palm Beach et le subprime ne semble pas évident. Parcourons donc la chaîne des mécanismes causaux.

L'explosion de la somme des intérêts que doit payer le directeur des écoles de Palm Beach possède une raison immédiate : les taux d'intérêt pour les emprunts des municipalités – pour des périodes de 7 jours – ont explosé. Pour quelle raison ? Parce que les prêteurs ne veulent plus prêter aussi facilement aux municipalités. Pourquoi ? Parce qu'ils ne sont pas certains que ces dernières pourront aussi aisément rembourser si le recul économique survient, d'autant plus que leurs revenus fiscaux déclinent et déclineront en cas de récession.

Mais les municipalités ne sont-elles pas assurées en cas de défaut ? Oui, mais les assureurs⁽¹⁾ – au même titre que les grandes banques (UBS, Merrill Lynch, Credit Suisse, Morgan Stanley, etc.) – sont en train de perdre des dizaines de milliards de dollars.

Pourquoi ? Car ils ont acheté des cornets surprises contenant divers types de dettes : depuis des dettes immobilières, des dettes constituées par des milliards de dollars de « dépassements impayés » sur les cartes de crédit, jusqu'aux milliards de prêts accordés à des étudiants. Or, les étudiants qui ont emprunté pour payer leurs études, les salariés qui ont acheté dans les grandes surfaces avec leur carte de crédit pour se nourrir et s'habiller, ou les familles qui ont acheté une maison à

crédit ne peuvent plus payer les montants exigés. Dès lors, les cornets surprises – ce qui en terme technique est appelé : titrisation⁽²⁾ des dettes – se sont transformés en pochettes de mauvaises surprises.

L'aveuglement systémique

Mais n'était-ce pas prévisible ? Oui. Mais alors, pourquoi les « autorités » n'ont-elles pas pris des mesures avant ? Pour cinq raisons.

La première : ceux qui vendaient des prêts gagnaient au nombre d'opérations faites. Donc, ils étaient prêts à octroyer des crédits à des personnes ayant des revenus faibles, donc susceptibles d'être insolubles. Ces prêts, ils les faisaient en leur cachant les hausses d'intérêt qui interviendraient après un an ou deux ans.

La deuxième, une fois ces prêts effectués, ils les revendaient à des entités financières qui confectionnaient les cornets surprises. En mélangeant toutes

La troisième : la hausse des prix de l'immobilier a duré plus de cinq ans, suscitant l'idée qu'elle ne s'arrêterait pas, ou du moins « plus tard », « demain ». Or, la valeur sans cesse montante des maisons servait de garantie, en cascade, aux ménages pour contracter de nouveaux emprunts, sans rapports avec leurs revenus effectifs.

La quatrième : la confection artificielle des cornets surprises était faite conjointement par les agences de notation⁽³⁾ et par les institutions financières, car ces cornets étaient concoctés en dehors du marché. Les agences avaient donc toutes les raisons, pour gagner plus d'argent en coopération avec l'institution financière, de mettre des bonnes notes à ces cornets surprises. Cela permettait de les vendre en masse et à un bon prix (rendement).

La cinquième : les « autorités » qui étaient censées prendre des mesures pour empêcher des opérations aussi « dangereuses » – en fait, pour ceux qui n'ont plus de maisons ou se retrouveront au chômage ou devront arrêter leurs études et pas seulement pour les actionnaires des banques ! – partagent les mêmes conceptions et sont composées du même type de personnel que les requins ayant confectionné les cornets surprises ou vendu des hypothèques « à risques ». Là réside l'origine sociologique de la difficulté à reconnaître ce que l'ancien directeur (Alexandre Lamfalussy) de la Banque des règlements internationaux (BRI) – la banque des banques centrales – vient d'avouer : même la BRI ne sait plus où se trouvent des centaines de milliards de dollars de « dettes à risque » dans ce nouveau système financier international « hypermondialisé » et « hyperprivatisé », donc hypersecret et marqué par l'anarchie concurrentielle entre institutions financières diverses et leurs acteurs.



sortes de dettes dans une pochette, une idée centrale était affirmée : la dispersion du risque lié au non-paiement des intérêts était plus sûre pour le prêteur. Plus le risque est dispersé, moins il est dangereux. Des équations mathématiques le prouvaient !

Capitalisme à crédit

La fragilité de cette construction d'ingénierie financière (les cornets surprises) – qui suscitait l'admiration des professeurs de HEC ou d'experts – était pourtant plus que prévisible, pour tout



un chacun qui voulait examiner et comprendre l'évolution du capitalisme, ne serait-ce que depuis la crise de 2001.

Quel est un trait fort de cette évolution récente ? Donnons la parole à Alan Greenspan, l'ancien patron de la FED (Banque centrale américaine) entre 1986 et 2007: «...la part des salaires dans le revenu national aux Etats-Unis et dans d'autres pays développés atteint un niveau exceptionnellement bas selon les normes historiques» (*Financial Times*, 16 septembre 2007).

Stephen Roach, le chef économiste très sagace de Morgan Stanley, fait le même constat fin 2007, lors d'une conférence donnée en Chine ! Il insiste, de plus, sur l'ampleur de ce partage inégalitaire entre revenus du capital et salaires dans l'ensemble des pays du G7, avec une nette accentuation depuis le second semestre 2001.

Tirons-en une **première conclusion** concernant les Etats-Unis. Les salaires réels pour plus de 60% des salarié-e-s ont stagné ou reculé depuis 2001, sans même mentionner les pertes subies à l'occasion de licenciements et faillites dans le domaine de la protection sociale (retraite et santé). La croissance de la productivité (production par heure et par salarié) a été importante, la plus forte depuis 1973. Il en découle une création d'emplois qui ne suit pas la hausse des investissements, ce qui fait pression sur les emplois les moins qualifiés (voir *The State of Working America 2006/2007*, EPI, Chapitre 3, pp. 109-209)

Dès lors, pour se loger, pour faire des études, pour se faire soigner, pour manger et s'habiller, une solution s'impose : emprunter, s'endetter. Depuis la crise de 2001, toute la politique de Greenspan a consisté à faciliter aux banques et autres instituts financiers

l'allocation de crédits, en leur fournissant de «l'argent à bon marché» (bas taux d'intérêt), ce qui facilitait les opérations financières les plus foireuses.

Ce flot des crédits servait à répondre à la crise de surproduction propre au capitalisme. Comment ? Pour vendre les biens produits aux Etats-Unis ou importés par Wal-Mart de Chine, pour construire des nouvelles maisons et les vendre, pour mettre sur le marché des voitures – et donc réaliser la plus-value «transportée» par toutes ces marchandises – il fallait que les salariés dont les revenus stagnaient puissent emprunter massivement. C'est ainsi qu'était assurée une montée du volume de consommation, même si ce dernier divergeait, de plus en plus, avec le volume des salaires distribués à la majorité.

Une fois cela en tête, la première partie du scénario de la crise actuelle est claire. La montée des prix de l'immobilier va s'affronter à une limite: le revenu des salarié-e-s. Une fois que le total des intérêts à payer (immobilier, voiture, études, santé, etc.) dépasse le revenu mensuel sur une période de 36 à 48 mois – après que des refinancements ont été accordés sur la base de prix de l'immobilier qui montent encore – l'envol des prix des maisons cesse et le déclin commence. En effet, l'envol des prix de l'immobilier résidentiel se heurte au plafond bas des salaires.

Cela s'est affirmé, dès 2006, dans diverses régions des Etats-Unis. Et une fois que les prix de l'immobilier se tassent, c'est toute la pyramide des prêts et de la titrisation de ces dettes qui commence à vaciller. C'est exactement ce qui s'est passé et qui se passe maintenant.

Selon le *Wall Street Journal*, dans la région de Miami, un objet immobilier est racheté, en février 2008, par les plus gros opérateurs à 25 cents pour un dollar, soit 75% de moins que le prix de début 2007. Le résultat est clair: les cornets surprises sont troués.

Des tranches de dette ne seront plus recouvrées ou que très partiellement. Et cela ne concerne pas que les prêts immobiliers à «risque» (*subprime*), mais les prêts effectués aux étudiants, les prêts pour l'achat d'une voiture, etc.

Alors que les termes de transparence et de régulation ornent le discours quotidien des prétendus experts financiers et des gouvernements, personne ne sait mesurer l'ampleur des pertes. La pochette-surprise est pleine de surprises... pour ceux qui l'ont confectionnée.

En effet, dans le cadre de la **concurrence** capitaliste, sous l'impulsion du profit, chaque institut financier a multiplié les opérations de titrisation et a vendu des pommes pourries à ses concurrents ! Aujourd'hui chacun se méfie de l'autre et ne sait combien de tonnes de pommes pourries sont dans mains des concurrents et dans les leurs. Les fourchettes d'évaluation sur l'ampleur de la dépréciation des titres du «subprime» le démontrent. Ainsi, UBS évalue les pertes à venir aux Etats-Unis entre 123 et 203 milliards de dollars: une précision mathématique ! Les organismes spécialisés dans les prêts pour les étudiants ont vu leur capitalisation boursière (le nombre total des actions multiplié par le prix de l'action) baisser de 25 à 60%. Pour donner une idée de l'ampleur des emprunts prenons le volume des crédits accordés aux étudiants aux Etats-Unis. Le total s'élève à 110 milliards de dollars, selon l'organisme spécialisé dans ce domaine SimpleTuition. L'impossibilité de rembourser, selon Kevin Walker, CEO de SimpleTuition, va toucher «des centaines de milliers d'étudiants».

Il n'y a pas deux capitalismes

Une **seconde conclusion** renvoie à un autre trait essentiel du capitalisme actuel. La baisse des revenus du travail dans la répartition de la richesse produite – par le travail, faut-il préciser – implique une hausse importante des profits de nombreuses entreprises. Les bénéficiaires déclarés par les sociétés cotées en Bourse, les milliards de bonus distribués aux dirigeants et les milliards de francs allant aux actionnaires l'illustrent.

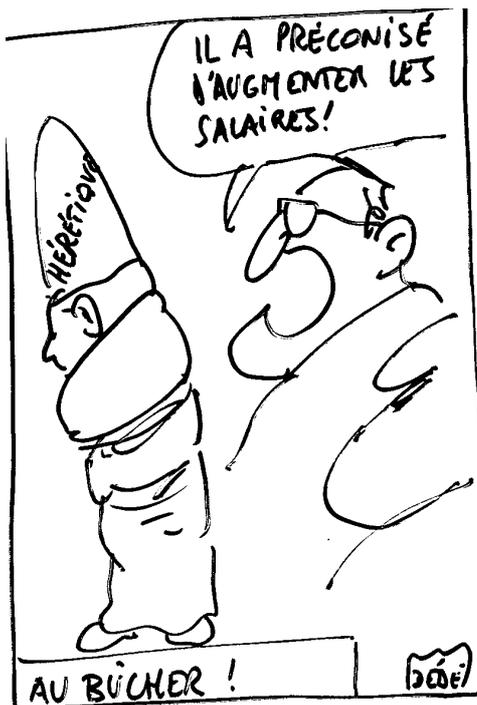
Cet argent est censé, en grande partie, financer les investissements. Or, les études sur le volume global des investissements montrent que ce n'est pas du tout le cas. Donc, une grande partie de cette plus-value (les profits distribués) n'est pas réinvestie dans la production. Elle cherche d'autres débouchés.

Un premier débouché est évident : les dépenses de luxe qui se concrétisent par l'essor de la construction de yacht, l'essor des jets privés, les bénéfices faits par des entreprises de luxe telles que LVMH, Richmond, Cartier. Ou encore le type de supplément de la presse économique dont l'un des plus fameux, celui du *Financial Times* a pour titre: *How to spend it*. En français : *Comment le dépenser...* le fric.

Un second est tout aussi évident, mais le plus souvent mal compris: la part importante de la plus-value redistribuée aux grands détenteurs de capitaux est dirigée dans les circuits financiers. Voilà l'origine de ladite financiarisation

du capital. Ce capital géré par les banques, entre autres de gestion de fortune – qui ont acheté et vendu des papiers du type *subprime* –, revendique un droit de tirage sur la plus-value, un droit de sucer comme une sangsue la plus-value produite à l'échelle internationale par les salarié-e-s.

Pour ce faire, non seulement il faut les faire produire plus et plus vite; diminuer la part des salaires dans chaque unité produite (que ce soit dans l'industrie ou les services); précariser l'emploi pour réduire les mouvements revendicatifs. Mais il faut aussi récupérer une partie de la plus-value distribuée aux sala-



rié-e-s sous forme de salaire en pompant le maximum d'argent à partir des emprunts qu'ils sont contraints d'effectuer pour vivre. On voit la logique du cercle de l'exploitation, cette forme par excellence du rapport entre les classes sociales.

Il n'y a donc pas, d'un côté, un bon capitalisme productif de biens manufacturiers et, d'un autre côté, un mauvais capitalisme financier qui devrait être régulé, comme le disent les sociaux-démocrates. Il y a une logique capitaliste de l'exploitation mondialisée. Elle s'appuie, dans la phase actuelle, sur le marché mondial du travail permettant de mettre en concurrence les salarié-e-s du monde entier et sur un marché mondial des investissements visant à retirer le profit maximum en faveur des sociétés transnationales de plus en plus fortes.

A partir de cette mondialisation et des défaites infligées – avec l'aide de la social-démocratie de Schröder, de Blair, pour ne pas mentionner le PSS – la redistribution de la plus-value débouche sur une financiarisation qui touche les limites de «l'économie réelle»: la sta-

gnation des salaires qui ne pouvait être camouflée en termes de consommation qu'à partir de l'envol du crédit.

Or, l'envol du crédit a nourri la «bulle» du *subprime* qui se dégonfle actuellement. Mais dès qu'une bulle se dégonfle, une autre surgit car l'argent des hyper-riches cherche, d'une part, à se protéger (métaux précieux, par exemple) et, d'autre part, à gagner plus en faisant monter le prix du fer, des biens alimentaires... quitte à faire crever de faim une partie des habitants de cette planète.

Une crise capitaliste classique

Nous assistons donc à une crise capitaliste classique – de surproduction et de suraccumulation du capital – ayant eu son déclencheur dans le circuit du crédit. C'est cet aspect particulier, sans ses liens avec les traits de base du système, qui est mal décrit dans la presse.

Dans le cadre de cet article, nous voudrions encore mettre l'accent sur deux questions.

La première renvoie au discours des classes dominantes. En 1997, lors de la «crise asiatique» (Thaïlande, Corée du Sud, Indonésie), le FMI et les pays impérialistes insistaient sur l'exigence de ne pas «nationaliser» les entreprises en difficulté. En effet, les transnationales impérialistes voulaient racheter des firmes à bon marché. Aujourd'hui, le gouvernement anglais nationalise la banque de crédit Northern Rock. Autrement dit : les pertes vont être socialisées, c'est-à-dire payées pour l'essentiel par les salariés contribuables; puis, une fois remise sur pied, la banque Northern Rock sera vendue à un prix attractif à une banque privée.

Quant au gouvernement américain et à la Fed, de concert, ils abaissent fortement et très vite les taux d'intérêt et injectent 150 milliards – et ce n'est qu'un début – pour tenter de «soutenir la consommation». En fait, pour empêcher que se précipite le nombre de défaillances et que les banques recommencent à prêter à d'autres banques et aux entreprises. Le contraire de ce qu'ils préconisaient en 1997... lorsqu'ils voulaient profiter de la «crise asiatique» pour faire leurs emplettes.

La seconde a trait à la conjoncture. Il est difficile de la prévoir. Toutefois, un certain nombre d'éléments nous paraissent des plus probables. 1° La consommation des ménages (aux Etats-Unis et dans la plupart des pays impérialistes) va plier sous l'effet d'un cocktail de choc: prix du pétrole et des biens alimentaires; relance du chômage; récession immobilière (aux Etats-Unis, en Es-

pagne, en France, en Italie...); resserrement des conditions de crédit. 2° Les interventions des gouvernements peuvent avoir des effets, mais alors on assistera à une récession en forme de W: une baisse de la production et une hausse du chômage (récession), puis une courte relance et une nouvelle baisse; beaucoup plus probable une récession en forme de L. Dans tous les cas, on entre dans une période longue de croissance plus faible. 3° Il n'y aura pas de découplage entre les Etats-Unis et le reste de l'économie mondiale. Une récession américaine combinée à une chute de la croissance de la Chine – passer de 11 à 7% est une très forte chute – aura des effets négatifs sur le commerce mondial. 4° L'aggravation de la crise financière est tout à fait possible. Cela veut dire que ne sera pas empêchée une spirale baissière liant: dette, prix immobilier, consommation en berne, insolvabilité croissante avec pertes devant être enregistrées par les banques. La débâcle peut donc se prolonger et s'aggraver

février 2008

(1) En langue anglaise, on les nomme *monoliner*; en français «rehausseurs de crédit». Ces derniers sont chargés de garantir des titres adossés à des emprunts. Ils jouent un rôle important pour garantir les émissions d'obligations (emprunts) des municipalités aux Etats-Unis. Mais ces rehausseurs de crédit avaient aussi dans leurs portefeuilles des cornets surprises bourrés de titres pourris. Dès lors, les assureurs se voient infligés des abaissements de notations par les agences qui ont participé à la vaste campagne de publicité pour nos cornets surprises.

(2) *Titrisation*: technique financière consistant à transformer les créances détenues par des établissements de crédit (immobilier, voiture, etc.) en titres négociables. On revend la créance. Ainsi, par exemple, la gestion de remboursement ou de refinancement peut être transférée à un tiers; on peut aussi évacuer des comptes d'une banque des prêts qui n'embellissent pas son bilan.

(3) *Agence de notation*: firme chargée de donner des notes sur la solidité d'un établissement ou d'un emprunteur, ou d'une dette titrisée. La «meilleure note» est illustrée par le AAA. Les produits vendus sont montés «hors marché» – et sont très souvent placés hors bilan des banques, d'où les «surprises» – dès lors, les agences de notation les construisent et les notent (AAA, ou Aa, etc.) avec les banques et les institutions financières. Les deux avaient (et ont encore) à y gagner. Les trois étages d'un produit, selon les «risques» estimés pour chaque étage, sont structurés ensemble et une note est attribuée à la «maison». Il y a dès lors une complicité structurelle entre agences de notation et banques, et non pas une erreur ou légèreté des agences.

Nous avons publié dans notre dernier numéro (n° 193, avril 20 08) les première et deuxième parties d'un texte de Philippe Mühlstein - membre du Conseil scientifique d'ATTAC - qui décrit la responsabilité des transports routiers dans l'émission de CO₂ et développe la manière dont les transports sont organisés au service de la mondialisation capitaliste.

Ci-dessous, dans une troisième partie, l'auteur s'efforce de faire des propositions pour une autre politique de transport.

Énergie, transport et effet de serre ; l'impasse néo-libérale (2)

Pour une autre politique de transport

Le plus grand gisement d'énergies renouvelables dans les pays développés réside en définitive dans les économies d'énergie possibles et dans un changement profond des modes de vie, de production et de consommation; il en est de même concernant la réduction des émissions des gaz à effet de serre. Dans ce but, de multiples leviers doivent être actionnés.

Démocratiser radicalement la prise de décision sur la politique de transport

Les citoyens et leurs élus doivent pouvoir peser réellement sur les choix de politique de transport, y compris de marchandises. Or, les décisions se préparent et sont imposées dans des cénacles technocratiques, ce qui cantonne les élus aux litanies électoralistes pour obtenir de nouvelles infrastructures et les citoyens opposants aux manifestations et aux barrages.

Particulièrement en France, l'intérêt général est confisqué par l'administration de l'Etat et ses «grands Corps» censés en être les porteurs. Ceci est vrai avec le Corps des Mines pour la politique énergétique aussi bien qu'avec celui des Ponts et Chaussées pour celle du transport, ces féodalités exerçant leur monopole de l'expertise irresponsable surtout dans la discrétion des cabinets ministériels. Placer les options de politique du transport et de l'énergie à la pleine lumière du débat public doit permettre d'en finir avec la dictature d'une techno-science qui se dissimule derrière de prétendues «lois du marché».

Ceci suppose de significatives avancées sur le chemin de la démocratie participative.

En dépit des difficultés, dont celle de faire évoluer les individus depuis la défense de leurs intérêts particuliers vers celle de l'intérêt général n'est pas la moindre, il ne paraît pas sérieux d'envisager de rendre soutenable le transport sans la participation réelle de ses utili-

sateurs et des habitants des territoires traversés.

Au plan européen, une application prioritaire du débat public consisterait à évaluer démocratiquement la «libéralisation» du transport conduite depuis une quinzaine d'années par la Commission de l'Union européenne, qui n'a jamais fourni le moindre début de preuve de ses effets positifs.



Redéfinir les services publics en tenant compte de la protection de l'environnement

Contrecarrer l'aliénation marchande nécessite de *définir politiquement les services publics* et pas seulement juridiquement par le fameux triptyque égalité-continuité-adaptabilité, ni par un économicisme réductionniste qui les cantonne à la prise en compte de phénomènes que le «marché» traite mal ou ignore. Cette réduction sous-tend d'ailleurs le concept de «service universel», filet de sécurité minimal qui est au service public ce que la charité est à la solidarité. La définition politique du service public relie, par contre, le social et l'économique; elle inclut la dimension du modèle de société et fait des services publics une composante essentielle de la cohésion sociale, économique et territoriale. Elle renvoie à

la question des droits humains et, dans cette acception, est «service public» tout service ou toute production matérielle qu'il a été démocratiquement décidé de considérer comme tel.

Le postulat libéral selon lequel le transport des marchandises ne saurait faire partie du service public conduit à remettre des décisions politiques aux seules «forces du marché». Or, les

conséquences de la circulation des marchandises sur la qualité de vie sont telles qu'il n'est pas admissible de laisser les chargeurs décider seuls de l'environnement dans lequel les populations ont le droit de (sur)vivre. Si la propriété publique ne garantit pas la satisfaction des besoins et des droits des citoyens, la régulation publique est indispensable.

Le fret ferroviaire européen est en chute parce qu'il n'a pas fait l'objet d'investissements comparables à ceux du TGV, tout simplement parce qu'il ne présentait guère de rentabilité dans une configuration concurrentielle où le mode de transport le moins régulé, le routier, a pu fixer les prix du «marché» et s'y tailler la part du lion.

Pour le rail européen, le dogme néo-libéral de séparation des fonctions de gestionnaire d'infrastructure et de fournisseur de services ne vise qu'à permettre la mise en concurrence des établissements publics historiques, en renchérissant d'ailleurs au passage leurs coûts de fonctionnement. Il instaure un processus autonome de marchandisation des capacités des réseaux, processus confié à des gestionnaires d'infrastructure dits «indépendants», c'est-à-dire placés hors de la sanction directe des usagers et du contrôle des élus. C'est, en France, le cas de Réseau Ferré de France depuis la réforme ferro-

viaire de 1997 (Cf. note 18 dans le précédent n° d'ACC). Dans ces conditions, comment le rail, mode de transport parmi les plus économes en énergie et les moins émetteurs de GES, pourrait-il prendre la place que ces caractéristiques devraient lui conférer ? Il faut rétablir la pleine légalité des établissements ferroviaires intégrés, dont la gestion et le contrôle public seront aussi à réformer profondément en vue de les soumettre à l'intérêt général.

**Limiter les déplacements par l'urbanisme et l'aménagement du territoire ;
relocaliser l'économie ;
accroître les coûts du transport par la prise en compte de ses impacts environnementaux et par la lutte contre le dumping social**

La périurbanisation est incompatible avec la protection de l'environnement et la mise en oeuvre d'une politique soutenable du transport, car les habitants périurbains n'ont pas d'autre choix que la voiture pour s'approvisionner, travailler et se distraire. Une redensification de l'habitat est indispensable. Elle devra s'appuyer sur une réforme profonde de la fiscalité du bâti et de la politique immobilière, afin que les travailleurs puissent enfin revenir dans les centres-villes dont ils ont été chassés depuis un demi-siècle. La ville, longtemps si décriée au profit de la campagne, apparaît maintenant comme le lieu d'une écologie possible pour la vie quotidienne.

Pour limiter la consommation d'énergie et la pollution du transport, la taxation des carburants fossiles et la fixation de normes réglementaires d'émissions de CO₂ apparaissent plus efficaces et contrôlables par la collectivité que la création artificielle d'un «marché des permis d'émissions négociables», logiquement proposé par les néolibéraux mais aussi soutenu par un certain «néo-capitalisme vert» qui s'illusionne sur l'incapacité des riches à acheter aux pauvres des «droits à polluer» plutôt qu'à les aider à se développer sans polluer.

La taxation des carburants devra être croissante, selon un plan pluriannuel autorisant l'adaptation du système productif et de transport. Du reste, la Fédération nationale des usagers des transports a publié en 2007 une étude qui a montré qu'à prix constant, le litre de carburant automobile ne coûtait pas plus cher en 2005 qu'en 1970, c'est à dire avant le premier choc pétrolier. En tenant compte de l'augmentation des

salaires, l'étude montrait même que le prix réel du carburant avait été plus que divisé par deux : en 1970, il fallait à un smicard 20 minutes de travail pour acheter un litre de carburant et il ne lui fallait plus que 8 minutes en 2005. Toujours à prix constant, la dépense de carburant par voyageur.km en voiture en zone urbaine a baissé d'environ 30% de 1985 à 2005, alors qu'elle a augmenté de 43% en transports collectifs urbains.



Il n'y a donc pas de hasard à la primauté automobile : la part du transport collectif urbain apparaît étroitement corrélée au prix du carburant.

Il est par ailleurs nécessaire de remettre en place une « vignette » automobile, si possible harmonisée au niveau de l'Union européenne, dont le prix devra être proportionnel à l'utilisation réelle, à la consommation d'énergie et aux émissions polluantes des véhicules.

Ces dispositions inciteraient à produire des véhicules plus économes et moins polluants, ainsi qu'à restreindre le «marché» des voitures de grosse cylindrée, mesure d'utilité publique car la consommation moyenne d'une automobile et donc ses émissions de CO₂, même à faible vitesse, sont proportionnelles à la vitesse maximale qu'elle peut atteindre. En effet, une voiture susceptible d'atteindre une vitesse maximale de 150 km/heure sur circuit va consommer 7 litres de carburant aux 100 km en parcours urbain, alors que si elle peut atteindre 220 km/h, elle va consommer le double pour rendre exactement le même service.

Pourquoi continuer à fabriquer des monstres énergivores et polluants sinon pour accroître le profit de constructeurs qui savent très bien, en l'absence de politique de transport durable, entretenir la vanité des conducteurs ?

Concernant les transports routiers de marchandises, il faut mettre en place une écotaxe sur la circulation des poids lourds, proportionnelle à leur charge utile et à leurs émissions polluantes, à l'instar des systèmes mis en place de-

puis plusieurs années en Autriche, en Suisse et en Allemagne. Dans ce pays, la «LKW-Maut» a rapporté trois milliards d'euros en 2006 : on imagine, transposé au cas de la France, les possibilités nouvelles qui découleraient de l'affectation d'une part de cette taxe au développement des transports en commun urbain et à la remise à niveau du réseau ferroviaire...

Les progrès technologiques sur les véhicules, pour utiles qu'ils puissent être à condition de faire l'objet d'une évaluation démocratique, ne permettront pas d'atteindre les objectifs visés si la croissance des trafics continue à annuler, et au-delà, leurs effets positifs.

C'est pourquoi la priorité consiste à s'engager dans un processus de relocalisation de l'économie, notamment en mettant un terme à la sous tarification du transport.

L'augmentation des prix devra concerner avant tout les modes de transport où règne le dumping social. Il est prioritaire que marins et chauffeurs routiers, qui connaissent des situations parfois presque inhumaines, obtiennent des conditions sociales dignes. L'objectif à viser est l'harmonisation sociale par le haut, qui pourrait commencer au sein de l'Union européenne... si toutefois le traité en vigueur le permettait. La mise en place ou le maintien de statuts pour les personnels participe à la fixation d'un montant adéquat du prix des transports, quand bien même ces personnels sont méprisés médiatiquement pour leur «corporatisme», opposés artificiellement aux usagers, abreuvés des qualificatifs de «nantis», «privilegiés» ou «archaïques» par des présentateurs de télévision et des éditorialistes ... qui gagnent 20 fois leurs salaires !

Il reste bien entendu à réfléchir collectivement aux modalités du renchérissement des transports pour prendre en compte la situation sociale des usagers et les prix des produits qu'ils consomment. A cet égard, il est clair qu'il con-

vient de commencer par mettre en œuvre des politiques de transport alternatives au tout-routier avant d'infléchir les usages par les seuls prix, dont la croissance devra être très progressive.

Réorienter les investissements en infrastructures de transport

Les choix d'infrastructures conditionnent les politiques de transport pour des durées comprises entre 50 ans et un siècle, d'où l'importance cruciale de les démocratiser.

Contrairement à un discours récurrent, les investissements en infrastructures de transport de l'Etat et des collectivités publiques ne sont pas trop modestes; de 1980 à 2006 inclus, ils se sont élevés en France à environ 360 milliards d'euros constants (valeur 2006)²². Sur cette période, les dépenses routières ont représenté plus des deux tiers de l'ensemble tous modes de transport confondus. L'hégémonie routière n'est donc en rien le fait du hasard ou d'une tendance «naturelle». Il ne s'agit pas de dépenser davantage, car la poursuite du développement du transport ne constitue certainement pas la première urgence sociale, mais de dépenser tout autrement.

Comme le souhaitent, dans le cadre du récent «Grenelle de l'Environnement», les associations regroupées dans l'«Alliance pour la planète», il faut instaurer rapidement un moratoire sur la construction de nouvelles autoroutes et de voies rapides afin, sans accroître les dépenses d'ensemble, de les *réorienter radicalement* vers les modes de transport collectifs les moins nuisants et les moins voraces en énergie, c'est-à-dire *au minimum* en inversant le rapport actuel de deux tiers pour la route et d'un tiers pour tout le reste. L'amélioration de l'offre de transport en commun et de sa qualité peut seule permettre à terme un véritable choix à la population condamnée à l'automobile et rendre possible le droit au transport. Ce droit ne pourra d'ailleurs être concrétisé qu'en envisageant, dans certains cas, la gratuité.

Saisir les chances de la décentralisation

La décentralisation s'accompagne d'un risque d'émiettement progressif des politiques de services publics de transport, lié à l'affaiblissement possible des dispositifs de péréquation pour les usagers et des garanties sociales pour les personnels. Cependant, si les usagers des transports se souviennent qu'ils ne sont pas seulement des consommateurs mais aussi des citoyens, c'est-à-dire si les dimensions sociales ne sont pas laissées pour compte, la décentralisation peut aussi être une

chance.

Les élus locaux peuvent prendre plus d'initiatives et de responsabilités en matière de politique de transport et d'urbanisme, ce qui peut les conduire à se saisir de nouvelles opportunités d'influer sur les contenus et la cohérence de ces



politiques, sous la pression des citoyens dans la mesure où des dispositifs de prise de décision participative seront mis en place.

La sensibilité croissante de l'opinion aux besoins de services publics de qualité et aux impacts environnementaux du transport a provoqué ces dernières années une prise de conscience chez nombre d'élus locaux, davantage soumis à la sanction électorale que les élus nationaux. Il est plus facile de prendre en compte au plan local qu'au plan national les effets environnementaux, à moyen et long terme, des décisions à prendre en matière d'urbanisme, de logement, de création de zones d'activités industrielles ou tertiaires. A cette fin, il est indispensable de privilégier, dès la conception des plans locaux d'urbanisme ou des zones d'activités, l'existence ou la possibilité de dessertes par les modes de transport les moins nuisants, y compris d'ailleurs la bicyclette et la marche à pied.

Changer profondément les comportements de consommation

L'équation «bien-être + modernité = nombreux déplacements» doit être radicalement remise en cause. La tâche, ardue, consiste à battre en brèche plus d'un demi-siècle de conditionnement mental, à l'origine de représentations sociales désormais profondément ancrées. Il s'agit à proprement parler de changer de culture.

Puisqu'en peu d'années il a été possible d'inculquer aux fumeurs qu'ils n'étaient pas les bienvenus dans les lieux publics fermés et de diminuer sensiblement l'agression tabagique, pourquoi ne serait-il pas possible de faire de même

quant à l'agression, bien pire, que constitue la circulation automobile ? Des résultats concrets sont accessibles, car les enquêtes sur le transport indiquent qu'en ville, environ la moitié des déplacements en voiture ont lieu à moins de trois kilomètres.

Il est plus réaliste d'envisager de déconnecter l'idée de bien-être de la consommation automobile que de poursuivre un laisser-aller suicidaire.

L'idée de diminuer les déplacements en augmentant leur prix choquera sans doute.

Cependant, dans un cadre initial où règne le «marché», seule cette augmentation pourra mettre fin au rôle de variable d'ajustement en aval que l'organisation économique néo-libérale fait jouer au transport. Pour autant, il n'est pas question que, pour les entreprises, le principe pollueur-payeur soit anéanti au moyen de la compensation des nouveaux coûts par une diminution du «coût du travail». Nous devons refuser énergiquement de choisir entre la protection de notre environnement et la solidarité redistributive que permet la socialisation d'une part des salaires. Pour les particuliers, certains devront certes moins consommer, mais est-ce dramatique ? Sans aller jusqu'à prôner une totale autarcie régionale, admettons qu'il y a peu, nos parents n'étaient pas si malheureux, par exemple, de ne pouvoir manger des primeurs en toutes saisons au prix de la circulation d'une incessante *norja* de poids lourds, ou bien de ne pas se ruer chaque week-end sur les routes ou dans les aéroports...

Une hausse progressive du prix des carburants d'origine pétrolière ainsi qu'une diminution maîtrisée du transport sont de toutes façons incontournables. Le pic de production mondiale de pétrole sera atteint dans un, dix ou quinze ans selon les prévisionnistes, mais de toutes façons c'est demain.

Les nécessités de réguler fortement le transport et de re-localiser l'économie cheminent dans l'opinion publique. Il reste à les encourager politiquement, ce qui est sans doute plus difficile car la réflexion des citoyens est souvent en avance sur celle de leurs élus.

Mais il convient de le répéter, ce signe encourageant ne se traduira en actes politiques qu'à la condition d'exiger et d'obtenir la démocratisation radicale des choix énergétiques et de transport.

Philippe Mühlstein
Conseiller scientifique
d'Attac-France – 22/11/2007

²² Les transports en ..., rapports 1995 à 2006 de la Commission des comptes des transports de la Nation, INSEE et ministère chargé des Transports.

Mai-juin 68

La centralité ouvrière (1)

Contre la lecture dominante de l'histoire dominante que l'on veut nous imposer, celle qui évoque les «évènements» de mai-juin 68 comme «un pâle simulacre des insurrections du 19^{ème} siècle», «orchestré par des étudiants en mal de drame historique», voire «comme un psycho drame générationnel»¹, ou celle qui, pour mieux justifier le présent, les décrit comme une séquence qui n'aurait «fait que prolonger la privatisation des existences déjà à l'œuvre et accélérer l'avènement de l'individualisme narcissique, dépolitisé et réaliste, flottant et apathique», il convient de restituer, de retrouver la réalité du plus grand mouvement de masse de l'Histoire de ce pays. Lors de cette plus grande grève que le mouvement ouvrier français ait connu, des aspirations véritablement révolutionnaires sont apparues et ont perduré jusqu'à la fin des années 70.

On comprend que l'histoire officielle, celle véhiculée par les médias ou celle transmise par les livres scolaires, et ce, malgré les travaux d'historiens remarquables, le passé n'existe que pour magnifier le présent². Pour elle, la mobilisation étudiante et, surtout, la grève générale de 9 millions d'ouvriers se réduirait presque à un chahut folklorique, désuet mais bon enfant. A cette aune deviennent invisibles, muets, les matraqués, les enfermés, les expulsés, les blessés et les morts. Inexistants, tout comme la réalité de la répression policière et patronale.

De même, limiter le déclenchement et le développement de cette lutte de masse à l'importance de quelque penseur, leader ou chef d'orchestre³, ou aux organisations gauchistes peu influentes, est proprement inepte. A cette vision manipulatrice, vis-à-vis de cette thèse du complot qui occulte la réalité de la lutte des classes, il convient d'opposer la pratique sociale des exploités, humiliés, offensés qui fu-

rent les sujets politiques de cette Histoire qui fit vaciller le pouvoir gaulliste. D'autres, ou les mêmes, prétendent que Mai ne fut qu'un drame générationnel bousculant l'ordre paternaliste et autoritaire, donnant naissance à une transformation des mœurs et des styles de vie dont nous serions redevables. Cette vision édulcore la réalité pour mieux sublimer aujourd'hui cette bourgeoisie moderne, ultralibérale, «branchée» et arrogante, à l'image de son emblème Sarko.

Ce que l'on veut nous faire croire a peu à voir avec la signification réelle de ce mouvement dont, pour rendre compte, il faut d'abord souligner qu'il ne fut pas un éclair dans un ciel serein. Je m'attacherai à montrer qu'il trouve son origine dès la guerre d'Algérie et, surtout, juste après. Avant 68 toute une ébullition était en cours et ce, dans un contexte international qu'il faudrait d'ailleurs évoquer plus amplement que l'on ne peut le faire dans le cadre de cet article. Elle était surtout marquée par la montée des luttes ouvrières combattives et, parallèlement, par la politisation d'une frange radicale d'étudiants qui, tous comptes faits, restait marginale. Certes, comme toujours, le surgissement de l'inattendu en a surpris plus d'un. «*La France s'ennuie*» écrivait quelques jours avant les «évènements» un éditorialiste du Monde.

Au-delà de la chronologie des faits marquants qu'il convient de souligner, ce qui nous intéresse ici, ce n'est pas tant leur description que les significations profondes de ce mouvement social et politique. Ce mouvement réprimé, combattu par les partisans de l'ordre capitaliste, y compris ceux se situant au sein de la «Gauche respectueuse»⁴, accusait un «retard de communisme» malgré la grande effervescence qui le prolongea jusqu'en 79 avant que l'on connaisse le «cauchemar des années 80»⁵.

1 – Mai 68 vient de loin

Les 30 Glorieuses que l'on présente unilatéralement sous un jour favorable, comme la nostalgie du bon temps disparu, ont été fondamentalement marquées par des conditions draconiennes d'exploitation. De longues heures de travail, l'introduction du taylorisme et donc du travail à la chaîne, le recours massif à une main d'œuvre étrangère confinée dans les travaux les plus pénibles et sous payée. Cette période, c'est également celle des luttes de libération nationale et de grèves majeures qui éclatent dans les années 65 à 67.

C'est le temps de cette Gauche impérialiste qui se drape dans les valeurs de la Résistance mais accepte les valeurs de droite, tout en proclamant qu'elle ne les partage pas, c'est celle qui s'accommode du capitalisme fordiste et keynésien. Ce camp, dit du progrès, s'arc-boute sur les prétendues «valeurs civilisatrices» de l'impérialisme et du colonialisme.

Malgré la défaite en Indochine, PC et SFIO défendent l'assimilation en «*Algérie française*», la «démocratisation coloniale» à tous petits pas mesurés. Waldeck Rochet, secrétaire général du PC, dans son discours du 5 juin 1956 à l'Assemblée nationale, ne laisse percer aucune ambiguïté : il faut «sauver la présence française en Algérie et en Afrique du Nord par la négociation avec les représentants qualifiés du peuple algérien». Telle est la signification du mot d'ordre du PC : «*Paix en Algérie*», sans le FLN ! En 1956, la loi sur les pouvoirs spéciaux votés par le Gouvernement «socialiste» avec le plein appui des députés communistes ... suspend les libertés, donne tous pouvoirs à l'armée pour «pacifier», légitime, normalise ratonnades et tortures. Cette guerre qui ne veut pas dire son nom, en se prolongeant, révolte de plus en plus l'opinion, mobilise les 400 000 immigrants algériens travaillant en France et qui, en grande partie, financent le FLN.

Le 17 octobre 1961, le pouvoir gaulliste, à l'aide de son homme de main fasciste, Maurice Papon, attaque sauvagement la manifestation pacifique des Algériens à laquelle avait appelé le FLN. Il y eut plus de 200 morts dont nombre d'entre eux furent jetés dans la Seine. Seule *L'Humanité* évoque cette répression féroce sans pour autant appeler à une manifestation de protestation. La réaction de solidarité viendra de deux groupes étudiants anticolonialistes qui, au sein du quartier latin luttent contre la présence de l'OAS et de groupes d'extrême droite. Cet acte de soutien effectif au FLN signe l'acte de naissance d'un courant radical anti-impérialiste et en rupture avec l'allégeance au régime gaulliste. Cette césure s'approfondira, se diffusant dans différents milieux (scissions au sein de l'Union des Etudiants Communistes, PSU, Cathos de Gauche, comités de soutien au peuple vietnamien).

La fin de la guerre d'Algérie (1962) est marquée, au milieu des années 60 par des **grèves majeures**, souvent **spontanées**. Parties d'un atelier, elles s'opposent à l'ordre usinier hiérarchique, mettent en cause les cadences infernales et les conditions de travail, s'inquiètent de la (timide !) montée du chômage. Une minorité de grévistes conteste fréquemment les responsables syndicaux qui, souvent, détournent les aspirations ouvrières vers des augmentations en pourcentage dont bénéficient les cadres et techniciens, la plupart du temps non grévistes. Le PC et la CGT sont en effet hantés par le désir de séduire cette « nouvelle classe ouvrière » en vue de la conquête électorale du pouvoir. Ainsi, en 1963, les mineurs grévistes s'opposent à la reprise du travail décidée par les directions syndicales. En 1964, à Renault Flins, la grève s'illustre par le slogan « *Nous voulons du temps pour vivre* ». En 1966, les grèves avec occupations, séquestrations de Directeurs se multiplient. Citons à titre d'exemples celles de Redon, du Mans, de Lyon à Rhodiacta, à Besançon. En janvier 1968, des grèves sont sauvagement réprimées et suivies d'émeutes.

Cette **combativité ouvrière** trouve son fondement dans la faible rémunération des OS, le travail à la chaîne, la longueur de la journée de travail. Elles suscitent, le 10 janvier 1966, l'unité d'action entre la CGT et la CFDT, issue de la scission avec la CFTC en 1964. Si les usines restent encore un monde fermé, la voix des travailleurs se fait de plus en plus entendre.

Cette période d'avant 68 est également marquée par un **foisonnement d'idées** contestant l'ordre du monde: les revues, livres, éditions à caractère anti-impérialiste et anti-capitaliste se multiplient⁶. Elles provoquent autant de **failles dans le système hégémonique** de la bourgeoisie et de ses affidés. En 1966, à Strasbourg, en diffusant largement leur brochure « *De la misère en milieu étudiant* », les situationnistes font scandale mais remplissent le restaurant universitaire « *La gallia* » où leurs thèses sont âprement discutées: les étudiants sont les futurs « chiens de garde de l'exploitation capitaliste et de la société du spectacle » ... Cette même année est marquée par la nais-

sance des Maos de l'UJCM, issue d'une scission de l'UEC⁷. Ils prônent le soutien aux luttes ouvrières et au peuple vietnamien et promeuvent en leur sein l'établissement des « étudiants révolutionnaires » dans les usines⁸. Ils veulent, avec les ouvriers, instituer de nouvelles formes d'organisation de base antibureaucratique.

C'est en fait tout un mouvement, même s'il reste marginal, qui développe la **solidarité** concrète **avec les luttes ouvrières** et qui soutient les **luttes de libération nationale** (Vietnam, Palestine). Ainsi, à Nanterre où l'histoire officielle ne veut retenir que l'absence de mixité, l'interdiction des étudiants et étudiantes d'avoir accès aux locaux séparés des unes et des autres, la politisation est d'une toute autre nature. Elle est marquée notamment par l'action du « Comité d'Action bidonvilles » et les révélations qu'il diffuse. Son objectif consiste à « *mettre à disposition des travailleurs des moyens de diffusion (en différentes langues) dans le but de renforcer leur unité face à l'exploitation capitaliste et aux conditions de logement indignes* ». Mais, il y a également toute cette agitation **contre la guerre au Vietnam**. Nanterre la Rouge où se concentre toute cette activité est un symbole de tout ce qui se répand dans toutes les villes universitaires. Elle sera l'étincelle qui mettra le feu à toute la plaine, car l'herbe y est sèche et prête à s'embraser. Et se répand une vulgate marxiste dissidente à disposition pour contester le système et la langue de bois du PC et de la CGT d'alors.

2 – Chronologie des mois de braise

Né en 1967, le « mouvement » étudiant de la fac de Nanterre croît en intensité dès les premiers mois de 1968. De leur côté, les ouvriers mobilisés sur la question de l'emploi (déjà) provoquent des manifestations populaires qui se succèdent en mars 68 puis les 8, 10 et 11 mai.

L'étincelle provient de la décision de fermer la fac de Nanterre où est implanté le mouvement du 22 mars. Les étudiants se replient sur la Sorbonne. La police les évacue brutalement. Des manifestations spontanées de solidarité s'insurgent contre la violence policière et les arrestations aux cris de « *Libérez nos camarades* ». Les manifestations se succèdent, prennent de l'ampleur jusqu'à l'occupation du Quartier latin et la nuit des barricades le 10 mai. La répression est brutale, plus de 100 blessés. La contagion est immédiate dans toutes les facs qui sont occupées.

Le mouvement étudiant agit dès lors comme un **déclencheur** qui va accentuer le clivage existant entre la jeune garde ouvrière et étudiante et les directions syndicales car la multitude de tracts, de prises de paroles fonctionne comme une provocation à l'ordre établi et comme une convocation à sa contestation radicale.

Devant l'importance de la réprobation générale des violences policières, les gestes de solidarité qui se sont multipliés pour aider, soigner les étudiants pourchassés, matraqués, la CGT lance un appel à une grève générale de 24 heures. La CFDT et l'UNEF s'y associent. Ce jour-là, le 13 mai, on note plus de 400 meetings et 450 000 manifestants qui défilent, refusent en de nombreux endroits la dispersion et affrontent les hordes policières. Le 14 mai, Sud Aviation à Nantes est occupée, la direction séquestrée, le 15 c'est Renault Cléon, le 16 les cheminots entrent dans la danse, le 20 toute la France est touchée, on compte plus de 9 millions de grévistes. Les nuits de barricades se succèdent les 23, 24 et 25 mai. Du 20 au 30 mai, le pays est paralysé, y compris dans les usines les plus modestes. Un communiqué de la CFDT est révélateur des aspirations ouvrières : il demande « *l'extension des libertés syndicales, la garantie de l'emploi, le droit des travailleurs à la gestion de l'économie et de leur entreprise* ». Pouvoirs gouvernemental et patronal sont déclarés illégitimes.

Le pouvoir prend peur. Il négocie en toute hâte pendant 2 nuits principalement avec la CGT pour reprendre en main le mouvement qui lui échappe. Le 27 mai, les accords de Grenelle sont signés. Ségué, le leader de la CGT, en service commandé, joue son va-tout, en proposant à Renault Billancourt, la reprise du travail contre les propositions de Grenelle. Il est hué, les accords rejetés, la grève reconduite. Les militants de l'intersyndicale nantaise CGT-CFDT s'insurgent contre le fait que, dans ces piètres accords, ne figurent ni les 40 H, ni la retraite à 60 ans. Les médias, la direction de la CGT poussent à la reprise qui figure dans une clause des accords de Grenelle. Si, du 27 au 30 mai, une minorité de travailleurs reprend le travail, le mouvement général est au durcissement.



Le pouvoir semble vaciller. La Gauche, jusqu'alors aphone, tente une diversion gouvernementale à Charlety en proposant Mendès France comme recours dans le cadre du système. Elle est largement boudée, la CGT violemment critiquée (27 mai). Le 29 mai, De Gaulle disparaît ... à Baden Baden en Allemagne, où il rencontre le général Massu. Le 30, il prononce un discours «*Je ne me retirerais pas*», menace d'utiliser les pouvoirs spéciaux, agite la peur du communisme. L'Assemblée Nationale est dissoute. Du 30 au 31 mai, 9 coups de téléphone sont passés à la direction de la Confédération CFDT pour l'inciter, comme la CGT, à casser le mouvement d'occupation des usines en agitant le spectre des mouvements de troupes. Une circulaire, signée du Ministre de l'Intérieur Christian Fouchet, est adressée aux Préfets. Elle les incite à «débloquent l'économie», à «favoriser la reprise du travail». Le Ministre s'y déclare «prêt à toutes les opérations particulières». A partir du 5 juin, les CRS pénètrent dans les usines occupées, les affrontements sont particulièrement violents, notamment à Loookeed à Beauvais, à Flins le 6 juin et le 11 juin à Sochaux (2 morts).

Malgré l'intense matraquage des médias qui insistent sur la reprise en cours ou qui va se faire et entretient un climat de démoralisation, malgré la propagande anti-gauchiste du PC et les manœuvres de la direction de la CGT pour faire reprendre le travail, les grèves, dans leur ensemble, s'étirent sur plus de 2 mois.

Mais, toutes les forces politiques et syndicales de Gauche, y compris la CFDT, veulent enterrer au plus vite ce mouvement devenu incontrôlable, et ce, malgré les critiques acerbes d'une frange importante de leur propre base militante qui les accuse de trahir la grève.

Un bilan globalement négatif ?

Cette insurrection générale, ce mouvement de grèves massives avec occupation des centres industriels qui a gagné les travailleurs du tertiaire, cette expérience de solidarité réussie entre ouvriers, étudiants et paysans anti-productivistes, cette volonté d'en découdre avec le système

notamment à Paris, Caen, Nantes, Sochaux où la répression policière a été la plus violente, ce plus grand mouvement de masse de l'histoire de France accouche d'une souris.

Le mouvement s'étiolé à partir du 15 juin (reprise à Renault-Billancourt le 16) pour s'éteindre début juillet (Dunkerque). Restent les accords de Grenelle qui ne modifient en rien l'organisation du travail, l'ordre usinier est intact.

Certes, les salaires augmentent de 7% au 1^{er} juin et de 3% en octobre; certes le SMIG connaît une progression de + 35%, certes la suppression des abattements d'âge profitent aux jeunes ouvriers, mais ceux qui sont les principaux bénéficiaires de ces avancées salariales – qui, avec l'inflation fondront vite comme neige au soleil – ce sont les cadres et la petite maîtrise, le plus souvent non grévistes, voire anti-grévistes. En revanche, rien ne vient remettre en cause les cadences, la parcellisation des tâches, l'autoritarisme des petits chefs, la durée du travail y compris dans la métallurgie où les horaires hebdomadaires sont supérieurs à 45 H. Et si la présence de la section syndicale dans l'entreprise est admise par la loi du 27 décembre 68, votée par la Chambre «bleu horizon» de l'Assemblée nationale issue des urnes, rien n'est réglé. Certes, le «piège à cons» a bien fonctionné et les «forces politiques de progrès» sont bien dépitées. Mais, l'esprit de Mai, malgré la répression anti-syndicale qui s'intensifie contre les militants les plus actifs, va perdurer jusqu'en 1979. La contre-offensive de la bourgeoisie finira par l'emporter dans les urnes en 1981 pour parachever, en 1983, la destruction momentanée ... de la centralité ouvrière.

le 31 mai 2008 à partir de 15 H,

à l'ancienne friche Japy à Audincourt -

le syndicat CGT Peugeot Sochaux organise un débat sur le mouvement 68 et les établis, en présence de deux établis Nicolas Hazfeld et Yves Cohen
renseignements 03.81.94.25.90

3 – Les caractéristiques de Mai-Juin 68

Au-delà des faits et des constats, ce qui fait l'originalité de mai-juin 68, se loge dans les nouveaux rapports sociaux qui ont surgi dans la classe ouvrière elle-même, parmi les étudiants et dans le nouveau bloc historique qui s'est momentanément constitué avant d'être brisé.

La jonction qui s'opère en 68 et qui, en quelque sorte, va être le moteur de ce bloc en constitution est celle qui se réalise entre l'ouvrier combatif et le militant anticolonialiste; ces figures prennent fait et cause pour l'OS, l'immigré, ils considèrent, pour reprendre une formule, que «*le Vietnam est dans les usines*». Cette improbable rencontre est rendue possible par la très grande combativité ouvrière avant mai, notamment sa fraction la plus jeune qui refuse de «*perdre sa vie à la gagner*», en accomplissant des tâches usantes et répétitives et pour des salaires de «gagne-petit». Quoiqu'on en dise aujourd'hui, au cours des 10 ans qui ont précédé «les événements», **la classe ouvrière a joué un rôle fondateur.**

C'est l'ordre usinier taylorien qui était mis en cause, sa pesanteur hiérarchique, la parcellisation des tâches, les cadences infernales, les humiliations subies, le despotisme patronal qui provoquent révoltes, indignations et solidarités. Ce cycle interrompu en 68 par les Accords de Grenelle resurgit, s'amplifie, connaît son apothéose avec LIP en 73, avant de s'achever par la terrible défaite des sidérurgistes de Denain et de Longwy, puis son enterrement avec l'arrivée de la Gauche au pouvoir en 81 et le tournant dit de la rigueur en 1983. D'ailleurs, le patronat et les Gouvernements n'auront de cesse de récupérer et de pervertir certaines aspirations pour casser son unité sur fond de mondialisation financière (cercles de qualité et de profit, enrichissement des tâches et responsabilisation individuelle, externalisation, sous-traitance ...) mais c'est là une autre histoire.

Nous reviendrons, dans le prochain numéro, sur ce qui s'exprime principalement dans la séquence 68: l'aspiration à l'égalité, l'émergence de nouveaux rapports sociaux, la capacité politique des ouvriers, leur auto-organisation.

Gérard Deneux – le 17/04/2008

Sources pour cet article

- «*Mai 68 et ses vies ultérieures*» Kristin Ross – éd. Complexe
- «*L'insubordination ouvrière dans les années 68*» Xavier Vigna. Presses universitaires Rennes
- «*Mai retrouvé*» Jacques Baynac – ed. Robert Lafont
- «*La France de 68*» Alain Delale, Gilles RAgache – éd. Seuil

Notes

- 1) Citation de Raymond Aron, philosophe et essayiste dont les objectifs ont toujours été de consolider l'hégémonie de la classe dominante
- 2) Il suffit de penser à l'Histoire coloniale telle qu'elle est enseignée de Jules Ferry à nos jours
- 3) Marcellin, ministre de l'Intérieur, fut coutumier du fait et imputa à Mao, Ho Chi Minh, le Che ou Cohn Bendit, la réalité d'événements qui dépassait son entendement
- 4) l'expression est de Jean Paul Sartre
- 5) lire " La décennie, le grand cauchemar des années 80 " François Cusset. Edition. la Découverte
- 6) à titre d'exemples : les éditions Maspero, Les Temps Modernes, Partisans, Tricontinentale, Socialisme ou barbarie
- 7) UJCML = Union des Jeunesses Communistes marxistes-léninistes UEC = Union des Etudiants Communistes
- 8) lire notamment " L'établi " de Robert Linhart - édition de Minuit

Pour un hôpital de proximité pour toutes et tous

Clamecy, Lannemezan, Lézignan-Corbières, Ancenis, Carhaix, Champagne, Luçon, Redon, Valréas, Arcahon, Ivry ... Les fermetures et les nouvelles menaces sur des services hospitaliers tombent et s'accroissent après les municipales ! Nous sommes face à une aggravation sans précédent de la politique de déstructuration, «de casse», des hôpitaux et maternités de proximité. Nous refusons ce rouleau compresseur qui loin d'améliorer la qualité des soins et la sécurité comme l'idéologie dominante le prétend, exclut ou limite l'accès aux soins d'une frange de plus en plus importante de la population.



Tous les habitants de notre pays, surtout les plus démunis d'entre nous, se voient de plus en plus éloignés des lieux de soins et d'accouchement, et sont de plus en plus soumis à des frais supplémentaires (franchises, déplacements...) sans compter les risques et la perte de temps qui s'accroissent ainsi que les dépenses induites (transports médicalisés...) non évaluées à ce jour. Les personnes âgées sont évidemment parmi les premières touchées, même si même si un nombre croissant de nos concitoyens sont aussi concernés par ces décisions. L'allongement de la vie et l'augmentation de la population très âgée qui en résultent, témoin des progrès de notre société, représentent aujourd'hui un véritable défi de santé publique pour notre pays. Celui-ci a accumulé des retards importants dans les réponses à y apporter tant dans le domaine de la prévention (vieillir oui, mais le mieux possible), qu'en terme de

développement des structures de santé et médicosociales, ou d'établissement de nouvelles solidarités.

Aujourd'hui, ces questions sont utilisées par ce gouvernement pour justifier les politiques de santé dans ce qu'elles ont de plus régressives. Ainsi, la maladie d'Alzheimer a servi de faire valoir à l'instauration des franchises médicales !

Il en est de même pour les hôpitaux de proximité. Mme Bachelot et d'autres ne les ferment plus. Ils en font des hôpitaux uniquement dédiés à la prise en charge des personnes âgées, voire accompagnés par les soins de suite.

Contre toute intelligence écologique, économique et sanitaire, la rengaine gouvernementale consiste à forcer les gens à se déplacer toujours plus, ou alors à se faire moins soigner pour limiter les coûts : adieu donc prévention et solidarité...

La Coordination Nationale dénonce ces orientations qui sont contraires aux intérêts de toute la population et des personnes âgées plus particulièrement. **Elle réaffirme que l'hôpital de proximité doit continuer à répondre aux besoins de santé de toute la population, de la naissance jusqu'à la mort.**

Pour ce qui concerne la population âgée ou très âgée, nous refusons de créer des lieux de soins-ghettos. Il ne faut pas scinder nos populations, ni par sexe, ni par groupe ethnique, ni selon le revenu ou l'âge. Bien au contraire, une vraie citoyenneté correspond à la prise en compte de la pluralité. Une personne âgée ne doit pas être coupée du reste de la population, c'est une condition de santé, de vie avec ses diverses motivations, de moral à maintenir...

D'autre part, faire des centres dépourvus de la chirurgie, d'urgences, de

soins intensifs... des lieux pour personnes âgées, c'est priver celles-ci de la nécessaire proximité de ces mêmes services, et donc les traiter en citoyens de seconde zone.

La Coordination Nationale alerte sur la transformation des services de soins longue durée en EHPAD (établissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes), structures médicosociales dont le financement repose sur les usagers et les collectivités territoriales et qui n'ont pas vocation à recevoir des personnes à l'état de santé instable.

Comme pour l'ensemble de la population, la disparition des hôpitaux de proximité a de graves conséquences sur la santé des personnes âgées. L'éloignement géographique s'accompagne d'effets néfastes sur la prévention, l'accès aux soins et entraîne des retards de diagnostics et de traitements, du fait des difficultés de déplacement rencontrées de façon quasi systématique par les très âgés. Ceci conduira très vite à une dégradation de l'état de santé de la personne âgée, à l'instauration irréversible d'une perte d'autonomie et à l'institutionnalisation qui en découle ou à un accroissement du nombre de décès.

Prendre soin des personnes âgées nécessite la prise en compte des facteurs psychologiques et sociaux. L'accompagnement par les proches au cours d'une hospitalisation revêt une dimension essentielle. Des conséquences graves telles que des syndromes confusionnels, des états dépressifs sévères sont à craindre, pour les personnes les plus fragilisées.

L'hospitalisation dans un service de spécialités ou de chirurgie éloigné sera considérée comme potentiellement désstabilisante pour ces personnes. Les médecins hésiteront à poser certaines indications d'hospitalisation ou chirurgicales. **Seront ainsi exclus de soins des personnes qui auraient pu en bénéficier dans un hôpital de proximité.** La fermeture de services constitue donc un obstacle de plus à la décision médicale pour ces personnes âgées fragilisées.

La tarification à l'activité et ses effets pervers de sélection des mala-

des renforcera cet état de fait. Elle est responsable d'une fragilisation explosive de la grande majorité des hôpitaux.

Il n'est pas éthiquement acceptable que le critère d'âge devienne limitant pour l'accès aux soins, pas plus qu'il n'est éthiquement acceptable qu'une frange de la population ne puisse accéder aux soins les plus adaptés à ses besoins de santé. La transformation des hôpitaux de proximité en structures de gériatrie isolées ne peut que conduire à cette situation.

La France bénéficiait jusqu'à présent d'un maillage de son territoire par des structures hospitalières, qui peuvent constituer, à condition que les moyens leur en soient donnés, un atout important dans le développement des réponses attendues face au vieillissement de la population.

L'hôpital de proximité est un maillon essentiel des soins aux personnes âgées. Mais pour cela, comme pour l'ensemble de la population, **il est indispensable de maintenir ou rétablir plateau technique, urgences, radiologie, chirurgie, psychiatrie et de développer la gériatrie** au sein de ces établissements ainsi qu'un travail partenarial avec les structures et professionnels de santé de ville sous forme de réseau gériatrique où prévention et soins seraient indissociables sans aucune discrimination.

Le Site Hospitalier Territorial de Proximité, tel que défini par la Coordination Nationale, répondant aux besoins de santé de TOUTE LA POPULATION, comprenant ces différents services, sans oublier la maternité, reste l'élément indispensable de notre système de soins. Osons rappeler que maintenir un service de maternité auprès d'un centre pour personnes âgées, c'est aussi maintenir des liens humains et sociaux indispensables pour une prise en charge réelle des populations dans toutes leurs dimensions.

C'est pourquoi, réunie en Assemblée Générale à Aubenas-Ucel le 6 avril 2008, la Coordination Nationale des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité, appelle à faire grandir partout les mobilisations pour s'opposer à la destruction des hôpitaux et maternités de proximité, et au-delà aux atteintes portées à notre système de santé solidaire.

Si on doit évidemment s'occuper des personnes âgées, c'est dans toutes les structures hospitalières qu'il faut le faire ! Si on veut promouvoir une santé respectueuse des besoins réels des populations et des territoires, c'est dans la diversité de l'offre des services sanitaires des hôpitaux de proximité qu'on y arrivera, et non pas en dépouillant les uns : cela n'enrichira pas les autres et encore moins l'offre de soins !

Coordination Nationale **des Comités de Défense des Hôpitaux et Maternités de Proximité**
Mairie de St Affrique 12400

Site <http://www.coordination-nationale.org>

Postmaster@coordination-nationale.org

Président Michel ANTONY - Michel.Antony@wanadoo.fr

Pour débattre

Le signataire de la présentation qui suit est l'auteur d'un essai sur "l'actualité du marxisme" qu'il a adressé à ACC. Après en avoir pris connaissance, il nous a semblé que les 400 pages de cet ouvrage pouvaient être une contribution au débat. Les thèses développées ne feront sans doute pas consensus parmi ceux qui liront le texte, l'auteur en convient. Elles sont susceptibles de critiques que ce dernier est prêt à recevoir, quelle qu'en soit la teneur. Toute personne intéressée par cet essai peut en faire la demande dans les conditions que l'auteur fixe en fin de présentation.

Vivre mieux

Essai sur l'actualité du marxisme.

Ayant adhéré au PCF en 1960, de retour de la guerre d'Algérie, j'ai du quitter ce parti en 1978, mon éthique et celle du PCF étant alors en totale contradiction. Cependant, j'avais découvert dès mon adhésion la philosophie marxiste, et l'avais adoptée comme mienne. Ma rupture avec le PCF m'a donc imposé des questions, et une réflexion, dont l'essai cité est le résultat.

Après avoir passé en revue dans une première partie l'état actuel des sciences, de la physique à la biologie, de l'informatique à l'histoire, je tente de démontrer que non seulement les sciences actuelles s'accommodent de la dialectique marxiste, mais que celle-ci s'impose bien au-delà de ce que Marx lui-même pouvait imaginer.

Dans une deuxième partie, je présente cette philosophie, telle du moins que je l'ai comprise et adoptée, pour en montrer le caractère parfaitement scientifique, sous réserve évidemment d'en actualiser les acquis (en particulier la définition du prolétariat, dans lequel il me semble nécessaire d'inclure tous ceux qui selon le formule de Marx "n'ont que leur peau à porter au marché, et doivent donc s'attendre à y être tannés!" cadres et ingénieurs inclus)

Cependant, les peuples qui ont tenté de construire le socialisme ont tous, à des degrés divers, subi des échecs cuisants et meurtriers. Où est l'erreur? Dans une troisième partie, j'examine donc ce qui s'est passé dans le mouvement communiste international, avec les deux seuls cas de l'URSS et de la France, représentant d'une part le premier parti ayant tenté cette construction du socialisme, et d'autre part l'un des plus importants partis n'ayant jamais eu cette possibilité. Je montre les causes que j'ai pensé découvrir de ces échecs et de ces dérives, et en conclusion je tente quelques propositions d'action.

Le tout pèse quelques quatre cents pages, et exige une formation scientifique du niveau bac pour la première partie: mais les bacheliers sont aujourd'hui nombreux, et les autres pourront se rendre directement à la deuxième partie si la philo et la politique les intéressent, je crois sincèrement qu'ils y trouveront matière à penser.

Cet essai peut être envoyé par courriel à toute demande adressée à (srrp@orange.fr)

L'auteur serait ravi de recevoir toute critique, même sévère, de tout ou partie de cet essai, aux fins de l'améliorer.

S. Poyroux
44 Le Croisic

Depuis de nombreuses années, les éditos d'ACC et d'AL sont publiés dans les deux revues. Nous publions ci-dessous l'édito d' « **Alternative Libertaire** » n° 173 (mai 2008) et un article consacré à la grève des sans-papiers - rédigé fin avril - et qui paraît dans ce même numéro qui comporte 12 pages supplémentaires (et coûte 3 euros au lieu de 2) avec un dossier spécial sur Mai 68.

« **Alternative Libertaire** » est disponible par abonnement et en kiosque. Le tarif de l'abonnement est en baisse depuis la nouvelle formule mise en œuvre en novembre 2007 : 20 euros pour un an.

Édito

La conquête du pain

Émeutes de la faim, grèves générales contre la vie chère : à Haïti, au Bangladesh, au Cameroun, aux Philippines, au Burkina Faso, en Égypte, les peuples s'insurgent ! La flambée des denrées alimentaires a entraîné des révoltes populaires dans plus de 30 pays.

Face à la crise, les cerveaux malades de boursicoteurs à la solde des fonds d'investissements voient dans les matières premières une « valeur refuge ». Pour une bonne part, ce sont eux qui font exploser les prix : riz, soja, blé et maïs valent de l'or pour les apprentis sorciers du capitalisme. Résultat : une hausse du prix des céréales de 84 % en quatre mois ! La valeur marchande, véritable totem du capital, fait fi des besoins vitaux de centaines de millions de personnes sous-alimentées.

Mais cela n'est que l'aboutissement de l'exploitation du Sud par le Nord. Le FMI comme la Banque mondiale ne proposent aux pays pauvres qu'un choix comélien : servez l'Occident riche ou crevez. Si la dernière lubie de W. Bush ou de l'Union européenne, ce sont les agrocarburants, qu'ils ne s'inquiètent pas : les économies vassalisées des pays « en développement » réussiront bien à satisfaire leurs caprices. Et tant pis si les rêves de consommation du Nord sont les pires cauchemars des petits paysans et des travailleurs du Sud : chaque millier d'hectare dévolu à produire du carburant est pris sur la production de nourriture.

C'est cette misère devenue insupportable, qui pousse les classes populaires à investir les rues de Ouagadougou, de Douala, de Manille ou de Port-au-Prince, malgré la répression et les morts. Cette colère qui éclate aux quatre coins du globe, cette colère à l'encontre d'une mondialisation capitaliste prédatrice, est aussi la nôtre.

Sans-papiers

Le patronat sonné par la grève surprise

Une trentaine d'entreprises ont été touchées en avril par une grève surprise de leurs employé-e-s sans papiers contre leur surexploitation et pour leur régularisation. Un mouvement exemplaire qui a fait reculer l'État et le patronat en quelques jours.

C'est la répercussion directe des victoires enregistrées ces derniers mois chez Modeluxe, Buffalo Grill ou à La Grande Armée. La trentaine de grèves de travailleuses et de travailleurs sans papiers, lancées mardi 15 avril en Ile-de-France par la CGT, constituent un événement capital.

Dès le 22 avril au soir, le gouvernement était contraint de reculer en donnant l'assurance à la CGT que dans les cinq départements touchés, les préfetures « allaient étudier positivement » les dossiers de régularisation des grévistes. Ces promesses n'ont pas convaincu la confédération de Montreuil d'appeler à cesser le mouvement. Le lendemain, les piquets de grève étaient reconduits.

L'espoir soulevé est immense. Des sans-papiers continuent de prendre contact avec la CGT afin de passer à l'action. Cette lutte arrive à un moment d'autant plus opportun que le patronat est empêtré dans ses dissensions internes, mais aussi et surtout parce qu'il découvre qu'il n'a pas de position claire sur cette question. De son côté, le patronat de l'hôtellerie-restauration a ouvertement appelé à la régularisation de dizaines de milliers de salarié-e-s.

Élargir la mobilisation

Il y a de quoi se réjouir, si ce n'est qu'il y a un hic : le mouvement d'avril aurait pu être plus unitaire. Il était en discussion depuis plusieurs mois au sein de la commission syndicale travailleurs sans papiers du collectif Uni-e-s contre une immigration jetable (Ucij), qui rassemble la CNT, la CGT, Solidaires et la FSU. C'est cette commission qui a réalisé le fameux quatre-pages à destination des salarié-e-s sans papiers, et a organisé les premiers meetings attirant des centaines de participantes et de participants.

À ce cadre unitaire mis en place au prix de nombreux efforts (dix-huit mois de travail, les camarades d'AL qui y ont contribué en savent quelque chose), la CGT a préféré l'action en solo. Patriotisme d'organisation, enjeu de syndicalisation, problématique de la représentativité syndicale qui ne pousse pas à l'unité... autant de raisons qui expliquent la situation actuelle.

Face à cette situation, les autres syndicats avaient plusieurs solutions :

– se fâcher. C'est ce qu'a fait la CNT en quittant la commission syndicale d'Ucij. Cette décision est compréhensible, mais n'influencera pas la CGT et ne poussera pas davantage les sans-papiers à s'adresser à la CNT ;

– soutenir les luttes, participer aux occupations en favorisant sur le terrain le pluralisme syndical. C'est ce qui a été fait sur plusieurs sites en lutte comme celui de Fabio Lucci à Paris XIXe.

– impulser d'autres grèves, comme celle du restaurant Charlie Birdy sur les Champs-Élysées le 20 avril, appuyée par Sud et la CNT. D'autres secteurs sont susceptibles de marcher, comme celui du nettoyage, où Solidaires et la CNT comptent des implantations solides et une combativité plus forte que la CGT qui, dans un certain nombre d'entreprises de ce secteur, passe pour le syndicat maison.

Les grèves d'avril sont enthousiasmantes, mais attention au retour de bâton. Il ne faut pas oublier que le salariat français est aussi marqué par le chauvinisme. Et passé l'effet de mode, l'amertume et la rancœur peuvent faire un retour en force si le mouvement d'avril ne sert pas de tremplin à d'autres luttes pour des augmentations de salaires, sur les conditions de travail et sur tout le reste.

Laurent Esquerre (AL Paris Nord-Est)



Combattre pour la dignité ouvrière

par un OS de Peugeot Sochaux, après 30 ans de chaîne

C'est très important de transmettre les traditions de luttes. On nous rabâche que les temps ont changé, que les conditions de travail ont évolué. Moi, j'affirme qu'elles sont pires aujourd'hui. On nous dit qu'il faut vivre avec son temps, qu'il faut s'adapter.

Les patrons ne se sont pas mis à faire des cadeaux à ces « bons petits ouvriers ». Les congés payés, la sécurité sociale, le contrat de travail, tous les droits des travailleurs ont été arrachés par de longues luttes. Des luttes violentes, avec des morts.

A propos des morts, le travail salarial, dans son train-train quotidien, est responsable de plus de 800 morts par an en France ...sans parler des suicides hors usine, bureau ou service ...sans parler des dépressions, des ménages bousillés à cause du travail.

Travaille et ferme ta gueule = t'es déjà mort. Il n'y a rien à perdre à l'ouvrir, sa gueule.

Avoir honte d'être OS, de rester en bas de l'échelle sociale ? Au contraire. Je mets les mains dans la merde. J'ai des ampoules aux doigts. J'ai mal au dos et j'exige autant de respect qu'un directeur ou qu'un technocrate. Après, il y a la façon de réclamer la dignité. Il y a plus de chances qu'une « gueulante » collective soit plus efficace qu'une « gueulante » individuelle. Le rôle du petit chef sera d'éteindre au cas par cas la propagation de la révolte : promesse, petite prime, menace ... La « gueulante » collective n'est pas simple. Avant, il y avait le cli-vage ouvrier spécialisé (OS)/ouvrier professionnel (OP). Maintenant, c'est ouvrier embauché en contrat à durée indéterminée (CDI) contre ouvrier intérimaire jetable (en CDD).

L'individualisme est arrivé en même temps que la précarité.

La galère des jeunes. Beaucoup de jeunes diplômés sont cloués au chômage ou sont obligés d'accepter des boulots de merde. La jeune génération n'a pas de repères de luttes. Nous n'avons pas su leur transmettre. Ils voient leurs pères usés par le boulot. Pour eux, la politique c'est du pipeau. Même chose pour le syndicalisme. Ils n'ont pas vraiment tort.

Dans les quartiers, le tissu relationnel s'est désagrégé. Ceux qui peuvent partent habiter à la campagne. Ils déplacent leurs problèmes sans les résoudre et ils en créent d'autres. Les HLM deviennent des ghettos. Les jeunes masquent le vide en portant des fringues de marque. *Consomme, tu seras un homme !* La pub

n'a pas fini de faire des ravages.

Mais, pour consommer, il faut du fric. Combien de milliers de gamins qui tapent dans un ballon pour un Zidane ? Pratiquer un sport (et ne faire que ça) évite de réfléchir sur sa condition sociale. Comme la religion, le sport est un bon frein à l'ouverture d'esprit. Pourquoi je parle de sport ? Parce que le travail à la chaîne est un sport violent. Il faut lutter contre cette saloperie mécanique qui avance, lutter contre les collègues fayots, lutter contre les chefs qui veulent nous faire bosser toujours plus vite. Première agression de la journée : le réveil-matin. On termine sa journée complètement vidé.

Le travail comme finalité de la vie ? Durant des décennies, nos décideurs et politicards nous ont persuadé que le travail était la valeur centrale. En réalité, bosser n'est qu'une partie de l'activité humaine. Reste à ne pas s'épuiser au travail afin de profiter du temps qu'il reste pour s'occuper autrement : reticoter le tissu social, militer, lire, se balader, ne rien faire.

C'est tout de même une sacrée contradiction toutes ces machines modernes, ces robots, ces ordinateurs et ces petits bonhommes, ces petites bonnes femmes, tous ces salariés rивés dessus, dépendants de la machine pour le seul profit des actionnaires. Ce n'est même plus un patron. Ce sont des actionnaires qui n'en ont rien à foutre de ce qui se produit dans telle usine. Leur unique souci est d'empocher toujours plus de bénéfices.

La tendance est à exiger du rendement des enseignants, des infirmières. **Stop ! Renversons la vapeur.** Travaillons puisque c'est nécessaire pour croûter, mais juste ce qu'il faut, et en réclamant à être payés au juste prix. Les caisses ne sont pas vides pour tout le monde.

Ne comptons pas

trop sur les leaders syndicaux (partenaires !). **L'alternative ne peut venir que de la base.** Il doit être possible de créer des passerelles entre les différentes corporations, de former des coordinations pour qu'enfin, tous ensemble ! Tous ensemble, nom de Dieu ! on fasse le ménage salubre.

Voilà pour les grandes lignes, pour le lendemain qui chante. Pour le concret, au quotidien, c'est sans cesse jongler avec le rapport de force. Pouvoir tenir tête. Se rebiffer sans aller jusqu'au point de rupture : la porte. Il n'y a pas de recette. **Entretenir au fond de soi, la notion de contestation** est une bonne base de départ.

Hubert Truxler (alias Marcel Durand)
le 11.04.2008

Auteur de « Grain de sable sous le capot » édition Agone

**Le 16 mai 2008 à 20h30 à la Maison du Peuple à Belfort
débat sur**

**"Produisez. Consentez. Critique de l'idéologie managériale" en présence de l'auteur du livre
Etienne Rodin**

Le management, cette technologie sociale érigée en discipline scientifique, discipline - au sens disciplinaire du terme - est médiocre et subtile à la fois. Médiocre car elle tente de faire de nous, corps et âmes, les instruments du profit édifié en principe existentiel de portée universelle. Elle est subtile car elle est aussi bien capable de nous susurrer des mots doux que de nous presser comme des citrons, sous prétexte de favoriser notre réussite, et même notre "bonheur".

**Le 23 mai à 20h30 au cinéma Méliès à Lure
film**

"Après l'hégémonie. Propositions pour un monde multipolaire" suivi d'un débat en présence de la réalisatrice Béatrice Pignède

Et si la question fondamentale de notre temps était celle de l'après-hégémonie américaine, à savoir du basculement d'un monde dominé par les Etats-Unis, monde qui aujourd'hui est en train de leur échapper ? Fin de la suprématie militaire du bloc atlantiste, emballement des outils commerciaux et monétaires, décroissance économique, pénurie énergétique et écologique, tensions géostratégiques inquiétante, crispations identitaires ... D'Israël, des Etats-Unis, d'Europe, d'Inde, de Russie, d'Amérique latine et du monde arabe, 14 responsables politiques, analystes et militaires réfléchissent à des alternatives pacifiques à la logique de domination. Ils ébauchent avec nous ce que pourrait être un monde post-impérial, un monde véritablement multipolaire, en posant dès maintenant la question du déclin de l'impérialisme américain.

Rencontres et lectures à contre courant

La télé enchaînée

Argent-Dieu-TV - triangle symbolique et concret pour une télévision d'épate et d'aviissement qui exploite et rabat le miracle du ciel sur la terre : ouvrir une boîte (Pont d'or), tourner une roue (Fortune), dire un mot un chiffre un nom (Sésame), et voici que tombe sur têtes en extase devant un public de croyants-voyants exultants la manne des euros.

Main basse sur toutes émissions «people» ou autres, les «producteurs-animateurs- présentateurs», «icônes» des temps modernes, font toujours plus fort dans le vulgaire, l'hilare et le vorace. Journalistes et chroniqueurs, petits malins à haut caquet, courent après tout ce qui renomme et rapporte. Le bouvard-et-pécuchet pullule, l'ignare se pavane, la frime triomphe.

Le monopole de l'imaginaire, lié au détournement des savoirs et au trafic d'informations, est chasse gardée pour l'obscène alliance entre patrons de chaînes (Fric), politiciens (Pouvoir), barons de production (Carrière), et cercles tournants de petits maîtres serviles agglutinés autour de «têtes» et «stars» préfabriquées.

Le «peuple des télécommandés», ébaubi, gobe – pour la gloriole éphémère et les durables profits cumulés des maîtres ès décervelage et forgerie de l'image.

« *Pour une psychanalyse politique de l'image* », de Roger Dadoun, est paru aux Editions Hominisphères (Collection Savoirs Autonomes – 352 p. – 18 euros) 21 rue Mademoiselle 75015 PARIS (Tél : 01 46 63 66 57 & Fax : 01 46 63 76 19. www.hominispheres.com)

Roger Dadoun, philosophe, psychanalyste, professeur émérite, Université Paris VII. Producteur à France Culture. Parmi ses dernières publications : *Utopies sodomitiques*, *Heidegger le berger du néant* et *Sexyvilisation*.

La France des années 1968

En finira-t-on jamais avec Mai 68 ? La droite, toujours prompte à rappeler son souvenir, s'acharne contre ce passé. Quarante ans après, elle en dénonce les traces dans la société française. L'aveu est de taille et, paradoxalement, indique bien l'ampleur et l'intensité de l'événement qui ne peut se circonscrire au seul mois de mai 1968, ni à la France du général de Gaulle. Cet ouvrage en témoigne : la déferlante fut plus large, touchant plusieurs continents, plus longue, se prolongeant jusque dans les années 1970. Avec plus de 80 contributions, *La France des années 68* raconte cette fracassante époque. Sans nostalgie, les auteurs de cette « encyclopédie de la contestation » racontent et analysent ce soulèvement planétaire. Sous la direction de Antoine Artous, Didier Epszajn, Patrick Silberstein Editions Syllepse, 904 pages, 30 €

Peut-on critiquer le capitalisme ?

La question se pose effectivement. En premier lieu parce que ce mode bien particulier de production et de répartition des richesses, le capitalisme, étend aujourd'hui son empire à l'ensemble du monde et à la majeure partie des activités humaines prenant une place telle dans nos vies qu'il nous est devenu difficile d'imaginer, plus encore de concevoir rationnellement, d'autres types de rapports économiques entre les humains. Mais elle se pose, en second lieu, en raison du refus de plus en plus décomplexé, parfois brutal, de ceux qui ont la main sur les principales institutions

d'élaboration ou de diffusion de l'information et des idées que l'hypothèse même d'une autre forme d'organisation sociale puisse encore être librement envisagée, discutée, étudiée, soutenue... Le lecteur prendra connaissance dans la présentation de ce volume de l'histoire mouvementée des textes qui le composent. Elle témoigne de la désinvolture avec laquelle ceux qui en ont les moyens choisissent discrétionnairement ce qu'il est utile ou non de rendre public. Quant aux contributions elles-mêmes, elles démontrent - et c'est vraisemblablement là ce qui a un temps interdit leur publication - que la recherche et la pensée autour de perspectives non-capitalistes de développement des sociétés demeurent aussi vivantes que jamais. Editions La Dispute, 192 pages, 14 €.

ACC sur Internet

Vous pouvez désormais trouver plusieurs dizaines d'anciens numéros d'ACC sur le site www.acontrecourant.info. En format pdf, ils sont téléchargeables et «prêts à imprimer».

Utile pour (re)découvrir certains textes, qui n'ont pas vieillis, bien au contraire !

Pratique aussi : une fois téléchargé, d'un «poids» informatique réduit (entre 300 et 600 ko), un numéro peut être diffusé auprès de vos connaissances pour susciter des abonnements. Le pouvoir subversif des textes publiés dépend en partie du nombre de lectrices et lecteurs qui les découvrent et qui les font connaître à d'autres. La presse alternative ne peut exister qu'à travers cette démarche de lecture critique et de partage d'informations et d'analyses. Une démarche dont ACC peut difficilement se passer pour (sur)vivre, n'ayant pas les moyens d'une diffusion en kiosque.

La France en révolte

La victoire de Nicolas Sarkozy aux élections présidentielles de 2007 signifie-t-elle la fin de la résistance de la société française aux politiques néolibérales ? Pourquoi les luttes sociales qui, durant deux décennies, ont remis en cause la contre-réforme libérale, et déstabilisé le système politique, n'ont-elles pas connu d'autre issue ? Cet ouvrage met en lumière les ressorts profonds de cette évolution, en plaçant au centre de l'analyse l'expérience de la mobilisation populaire, et ses effets sur les bouleversements des rapports sociaux et politiques. La crise que traverse actuellement la France est en réalité le signe d'une effervescence sociale qui n'a pas trouvé d'expression politique. En dressant un tableau d'ensemble, cet essai aborde sous un angle neuf la question des perspectives de la gauche antilibérale. Stathis Kouvélakis Editions Textuel, 320 pages, 25 €.

Petit cours d'autodéfense intellectuelle

Rédigé dans une langue claire, illustré par Charb, cet ouvrage constitue une initiation à la pensée critique pour assurer son autodéfense intellectuelle. On y trouve une présentation des outils fondamentaux nécessaires à un penseur critique : le langage, la logique, la rhétorique, la statistique... qui sont appliqués à la justification des croyances dans trois domaines : l'expérience personnelle, la science et les médias. De Normand Baillargon le «*Petit cours d'autodéfense intellectuelle*» est paru chez Lux en 2006. 251 pages. 20 euros.

Article 31 : Il est interdit d'interdire... le dumping social



**Cha-
pitre
XVI**



Article 32 : Soyons réalistes, demandons... l'inconcevable !



COMITE DE REALISATION

A. BIHR / L. DALSTEIN / G. DENEUX / J. FORTCHANTRE / O. MANGEOT
M. MANSOUR / B. MARION / B. SCHAEFFER / A. ET D. WALTER

BULLETIN D'ABONNEMENT

* * *

Abonnement 10 numéros (1 an)

- SIMPLE 10 Euros
- de SOUTIEN Euros
- Faibles ressources (selon possibilités)

(Chèque à l'ordre de: "A Contre Courant")

NOM _____

Prénom _____

Adresse _____

CPPAP
n° 0208 G 87630

Dispensé de timbrage

Mulhouse-CTC

A CONTRE COURANT
(service abonnements)
BP 2123
68060 MULHOUSE cedex



PRESSE
DISTRIBUÉE PAR
LA POSTE

Déposé le 02/05/2008

Sommaire

- Page 1 Edito: Encore un effort, M. le Président !
- Page 2 à 4 .. "Subprime" : une crise du capitalisme des temps présents
- Page 5 à 7 Energie, transport et effet de serre (2)
- Page 8 à 10 Mai 68 : La centralité ouvrière
- Page 11 et 12 Pour un hôpital de proximité
- Page 13 La conquête du pain (édito AL)
- Page 13 Le patronat sonné par une grève surprise
- Page 14 Combattre pour la dignité ouvrière
- Page 14 Réunions, film et débats à Belfort et Lure
- Page 15 Rencontres et Lectures
- Page 16 Mai 08 : Dédé illustre le code Parisot du travail

ACC dispose d'un Fax au 03 89 46 29 79 (Pour le 68)
et au 03 25 05 57 57 (Pour le 52)

ACC sur internet : www.acontrecourant.info Courriel : courrier@acontrecourant.org

Impression et Direction de publication :

JEAN FORTCHANTRE 1 rue Victor Hugo
52100 BETTANCOURT-LA-FERREE